

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> juillet 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 29 juin 2005, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de représentant du Président en exercice de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de deux communiqués que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adoptés à sa 33<sup>e</sup> réunion, tenue le 24 juin 2005 à Addis-Abeba, au sujet de la situation dans la République démocratique du Congo (PSC/PR/COMM.(XXXIII)-I) et la République centrafricaine (PSC/PR/COMM.(XXXIII)-II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent adjoint  
de la République fédérale du Nigéria  
(Signé) Simeon A. Adekanye



**Annexe I à la lettre datée du 29 juin 2005,  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué de la 33<sup>e</sup> réunion  
du Conseil de paix et de sécurité**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à sa 33<sup>e</sup> réunion, tenue le 24 juin 2005, a adopté la décision ci-après concernant la suite donnée à la décision qu'il avait adoptée à sa 23<sup>e</sup> réunion, concernant la situation dans l'est de la République démocratique du Congo et les relations entre la République démocratique du Congo et le Rwanda :

*Le Conseil,*

1. *Se félicite* des efforts déployés pour donner suite à sa décision PSC/AHG/COMM.(XXIII) sur le désarmement et la démobilisation des ex-FAR/Interahamwe, adoptée à sa 23<sup>e</sup> réunion, tenue à Libreville le 10 janvier 2005;

2. *Prend acte* des résultats de la Mission d'enquête dépêchée par le Président de la Commission en République démocratique du Congo et au Rwanda ainsi qu'auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha (République-Unie de Tanzanie), du 27 février au 8 mars 2005, et des conclusions de la Réunion consultative sur le désarmement et la démobilisation des ex-FAR/Interahamwe et des autres groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo et de la Réunion d'experts militaires des États membres du Comité d'état-major du Conseil de paix et de sécurité et du Comité de l'Union africaine consacrée à la République démocratique du Congo, qui ont eu lieu à Addis-Abeba les 15 et 16 mars 2005 et le 22 avril respectivement, conclusions qui figurent dans le rapport du Président de la Commission sur la suite donnée à la décision adoptée par le Conseil de paix et de sécurité à sa 23<sup>e</sup> réunion, concernant la situation dans l'est de la République démocratique du Congo et les relations entre la République démocratique du Congo et le Rwanda [PSC/PR/2(XXXIII)];

3. *Exprime sa profonde satisfaction* devant la dynamique existant actuellement dans la région, démontrée par le rétablissement de la confiance entre les pays de la région, grâce en particulier à la mise en place progressive de mécanismes convenus entre les différentes parties, se félicite du bon fonctionnement des équipes mixtes de vérification mises en place dans le cadre du Mécanisme conjoint de vérification convenu entre la République démocratique du Congo et le Rwanda à New York le 22 septembre 2004, et demande instamment que les efforts en vue de la mise en œuvre des recommandations des équipes mixtes de vérification s'intensifient;

4. *Se félicite* de l'adoption, le 30 mars 2005, de la résolution 1592 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment des paragraphes 5 et 7 de cette résolution, concernant le désarmement des combattants étrangers par les forces armées de la République démocratique du Congo, avec l'appui de la MONUC et l'exécution par la MONUC du mandat qui lui incombe en vertu de la résolution 1565 (2004) du 1<sup>er</sup> octobre 2004 dans l'est de la République démocratique du Congo

et déclare que l'Union africaine est résolue à travailler en collaboration étroite avec la MONUC pour définir son rôle dans la région à l'appui des efforts déployés pour promouvoir la paix dans l'est de la République démocratique du Congo;

5. *Note avec préoccupation* que, près de trois mois après la publication de la Déclaration de Rome en date du 31 mars 2005, par laquelle les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) se sont notamment engagées à renoncer à la lutte armée, à participer au processus de désarmement volontaire et à retourner pacifiquement au Rwanda, on n'observe encore sur le terrain aucun signe de respect des engagements pris, et ce bien que la MONUC ait mis en place des équipements à cette fin, ouvrant notamment plusieurs camps de transit; et note avec préoccupation l'intensification des attaques armées et d'autres actes de violence dirigés contre la population des deux Kivus et contre les forces armées de la République démocratique du Congo présentes dans la région;

6. *Demande* aux dirigeants des FDLR de respecter pleinement, inconditionnellement et sans délai les engagements contenus dans la Déclaration de Rome et encourage le Gouvernement de la République démocratique du Congo, les autres pays de la région et les autres membres de la communauté internationale à tout faire pour amener les FDLR à respecter les engagements pris dans la Déclaration de Rome, sans délai et sans condition;

7. *Réaffirme* que l'Union africaine est résolue à contribuer au désarmement et à la démobilisation des ex-FAR/Interahamwe et des autres groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, conformément à la décision PSC/AHG/COMM.(XXIII) et, à cet égard, il invite les États membres à indiquer s'ils sont disposés à fournir des contingents à la Force africaine envisagée;

8. *Prie* le Président de la Commission d'accélérer les préparatifs en vue du déploiement rapide en République démocratique du Congo de la Force africaine prévue dans la décision PSC/HHG/COMM.(XXIII), et prie le Président de la Commission de dépêcher d'urgence une mission de reconnaissance en République démocratique du Congo et également au Rwanda, au Burundi et en Ouganda, ainsi que la recommandent la Réunion des experts militaires d'États membres du Comité d'état-major du Conseil de paix et la Réunion du Comité de l'Union africaine sur la République démocratique du Congo, qui s'est tenue à Addis-Abeba le 22 avril 2005, cette mission devant comprendre des représentants de pays susceptibles de fournir des contingents;

9. *Prie en outre* le Président de la Commission d'entamer les consultations nécessaires avec l'ONU et avec les autres partenaires de l'Union africaine, y compris l'Union européenne, pour les informer des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la décision PSC/HHG/COMM.(XXIII) et pour s'assurer de leur concours logistique, financier et technique lors du déploiement de la Force africaine en République démocratique du Congo;

10. *Invite* le Président de la Commission, une fois la mission de reconnaissance terminée, à présenter un rapport sur tous les aspects du déploiement prévu d'une force africaine, y compris son principe opérationnel et les aspects logistiques et financiers;

11. *Décide* de demeurer saisi de la question.

**Annexe II à la lettre datée du 29 juin 2005,  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué de la 33<sup>e</sup> réunion  
du Conseil de paix et de sécurité**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à sa 33<sup>e</sup> réunion, tenue le 24 juin 2005, a adopté la décision ci-après concernant la situation en République centrafricaine :

*Le Conseil,*

1. *Se félicite* de l'évolution positive de la situation en République centrafricaine, en particulier de la tenue d'élections législatives et présidentielles qui ont marqué le retour au régime constitutionnel, après le coup d'état du 15 mars 2003;
  2. *Décide*, compte tenu de ce qui précède, de lever la suspension de la République centrafricaine des activités des organes directeurs de l'Union africaine, décidée par le mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'organe central de l'OUA après le coup d'État du 15 mars 2003;
  3. *Souligne* la nécessité de maintenir l'appui à la stabilisation de la situation en République centrafricaine, notamment par une assistance financière et économique substantielle de manière à consolider des progrès réalisés à ce jour et faciliter le relèvement socioéconomique de la République centrafricaine et engage vivement les États membres de l'Union africaine et la communauté internationale en général à apporter le soutien nécessaire à la République centrafricaine afin de remédier effectivement aux causes profondes de l'instabilité récurrente que connaît le pays;
  4. *Décide* de rester saisi de la question.
-